



Déclaration CGT Éduc'action

CSE du 11 avril 2019.

M le Ministre, Mme la Présidente, cher·ères collègues

Nous ne reviendrons pas sur notre travail au sein du CSE, sur les conditions d'étude des textes proposés, sur les modifications répétées d'ordre du jour ou de calendrier car il y a comme une lassitude face à la répétition et un épuisement. Nous tenions simplement à signaler une fois de plus à cette assemblée, mais également au ministère, que ces conditions de travail ne sont ni un signe de respect ni une marque de confiance à notre égard ou à l'égard du dialogue social.

Au-delà de cette remarque, la CGT Éduc'action souhaite revenir sur la situation sociale actuelle dans notre pays. Il est indéniable qu'il existe depuis de très nombreux mois, de nombreuses mobilisations sociales contre une politique gouvernementale qui est ressentie comme agressive et parfois injuste à l'encontre de bon nombre de citoyen·nes. Cette méfiance, pour ne pas dire défiance, à l'égard de la politique globale menée par le gouvernement, est, depuis plusieurs semaines, particulièrement ciblée contre l'orientation politique du ministère de l'Éducation nationale, mais aussi contre les projets de réforme de la Fonction publique.

Cette défiance se traduit aussi depuis quasiment deux ans dans notre instance. En effet, comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises, tous les grands textes présentés par le ministre ont été repoussés par nos votes. Triste indicateur... Cette défiance gagne du terrain puisque depuis quelques mois, un consensus semble exister entre toutes les organisations syndicales, organisations de parents d'élèves et organisations pédagogiques pour dénoncer les réformes engagées à marche forcée, ou leurs effets et leurs risques sur le système scolaire et la scolarité des élèves. Triste indicateur là aussi...

Et cette défiance n'est pas si faible que voudrait nous le faire croire notre ministre qui minimise encore les pourcentages de grévistes ou qui se base sur les sondages de popularité parus dans la presse (qui baisse d'ailleurs...). Il est toujours dangereux de faire parler les silencieux·ses, les gens qui se taisent... Cela ne reflète jamais la réalité.

Pour la CGT Éduc'action, il vaut mieux parler des faits. À cet égard, elle s'intéresse aux mobilisations et aux actions menées sur le territoire. Et il ne se passe plus une seule journée où il n'y a rien à signaler. Ici ce sont des collègues qui interpellent les

élu·es de la République, sont en grève ou mènent des actions dans le cadre pédagogique. Là, ce sont les parents d'élèves qui bloquent temporairement l'accès aux écoles... Ces mobilisations gagnent les écoles et les blocages sont de plus en plus nombreux, répétés et longs.

Et face à ces mobilisations de parents ou des personnels, face à ces contestations, les réponses des autorités académiques et du ministère sont désormais le recours quasi systématique à l'autoritarisme ou à l'intervention des forces de l'ordre. On peut citer le cas de Toulouse avec le gazage des collègues au rectorat, le dépôt de plainte de la Dasen à l'encontre des parents d'élèves dans l'Yonne ou encore le courrier de la DGRH adressé aux rectorats visant les enseignant·es ne jouant pas le jeu des évaluations...

On sent bien que l'idée inscrite dans l'article I de la loi *Pour une Ecole de la confiance* et qui vise à mettre aux pas tout le monde traverse déjà tous les étages de notre administration et qu'elle est déjà parfois mise en pratique. Alors oui, nous avons entendu dans cette même assemblée que cet article n'était pas nouveau et qu'il ne changerait rien aux pratiques et aux obligations. Mais force est de constater qu'il suscite crainte et discussions au sein de notre communauté, mais également chez les parlementaires... La CGT Educ'action veillera donc à ce qu'il n'existe pas d'abus de répression à l'égard des personnels (ou des parents d'élèves d'ailleurs) comme vous vous y étiez engagés Mme la Présidente et M le DGESCO.

On sent bien qu'aujourd'hui, il existe une inquiétude, un vent de panique qui traverse le ministère et sa direction. Nous rappelons simplement que tout ceci est le fruit d'une politique agressive de la part du gouvernement et du ministère à l'égard de l'Éducation nationale depuis deux ans. Il y a une volonté d'aller vite, très vite et de diriger seul sans prendre en compte les avis des acteur·trices du monde de l'Éducation. On ne peut pas indéfiniment gouverner, diriger et avoir raison seul face à tout le monde.

Dans ces conditions, et parce que nous dénonçons les dangers qui planent sur l'Éducation nationale, mais aussi sur le devenir de la Fonction publique, nous appelons tous les personnels, mais aussi les usager·ères à se mobiliser selon les choix et les décisions prises localement pour amplifier la contestation, pour exiger le retrait du projet de Loi *Pour une École de la confiance* et la suspension du projet de loi de réforme de la Fonction publique. C'est pour cela que la CGT Educ'action appelle à la mobilisation, aux actions et à la grève les 1^{er} et 9 mai prochains et à toute action décidée localement d'ici là.